Le Burundi réitère sa menace de saisir la justice internationale contre le Rwanda

@rib News, 29/03/2016 â€“ Source Xinhua Le gouvernement burundais a dÃ©cidÃ© de poursuivre le Rwanda devant la Cour internationale de justice (CIJ, photo) en raison de ses actes de dÃ©stabilisation, a dÃ©clarÃ© mardi le ministre burundais des Affaires Ã©trangÃ©res et de la CoopÃ©ration internationale. "Nous avons des preuves suggÃ©rant que le Rwanda, en tant qu'Ã‰tat, a portÃ© atteinte Ã notre souverainetÃ© et Ã la dignitÃ© de notre peuple. Nous nous rÃ©servons le droit. Ã€ tout moment, nous pourrions Ãªtre contraints de porter plainte contre le Rwanda auprÃ©s de la CIJ", a dÃ©clarÃ© mardi Alain Aime Nyamitwe, dans une interview Ã Xinhua.

D'aprÃ©s le ministre, cette plainte contre le Rwanda sera dÃ©posÃ©e faute d'avoir pu vivre "en paix et en harmonie" entre les deux pays. "L'autre raison est que le Burundi et le Rwanda sont tous deux membres des Nations unies et qu'ils ont convenu de recourir aux mÃ©canismes appropriÃ©s pour assurer leur coexistence pacifique. Mais le Rwanda viole ces principes", a dÃ©clarÃ© M. Nyamitwe. Entamer des procÃ©dures Ã l'encontre du Rwanda est "une dÃ©cision, pas un plan", a-t-il dit, ajoutant que la mise en Ã©uvre de cette dÃ©cision surviendrait au moment opportun. M. Nyamitwe a soulignÃ© que le gouvernement burundais avait des preuves montrant que le Rwanda a tentÃ© de dÃ©stabiliser le Burundi. "Quand j'Ã©tais au siÃ©ge des Nations unies la semaine derniÃ©re, j'ai sonnÃ© l'alarme sur les actes commis par le Rwanda contre le Burundi (...) et sur la manipulation des camps de rÃ©fugiÃ©s (accueillant des ressortissants burundais au Rwanda)", a dÃ©clarÃ© le ministre. Les camps de rÃ©fugiÃ©s ne doivent "en aucune maniÃ©re" Ãªtre impliquÃ©s dans des activitÃ©s d'ordre militaire, a-t-il ajoutÃ©. The Refugees International, une organisation basÃ©e aux Ã‰tats-Unis, a rapportÃ© l'annÃ©e derniÃ©re avoir observÃ© une formation militaire Ã l'intÃ©rieur de camps de rÃ©fugiÃ©s accueillant des citoyens burundais au Rwanda. Plus tÃ¢t ce mois-ci, le Service de renseignement national burundais (SNR) a prÃ©sentÃ© un espion rwandais prÃ©sumÃ© qui a reconnu appartenir Ã l'armÃ©e rwandaise. Cependant, le gouvernement rwandais a dÃ©clarÃ© que la personne arrÃªtÃ©e n'avait jamais Ã©tÃ© un soldat de l'armÃ©e rwandaise. "Ils n'ont jamais reconnu aucun crime. Alors il est normal qu'ils nient que le soldat rwandais Ã©tait un espion. Ils hÃ©bergent les prÃ©parateurs et les auteurs de coups d'Ã‰tat", a dÃ©clarÃ© M. Nyamitwe. Le Burundi est secouÃ© par des turbulences politiques depuis avril 2015 lorsque le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a annoncÃ© qu'il briguerait un troisiÃ©me mandat. Cette candidature a soulevÃ© une levÃ©e de boucliers de l'opposition et de groupes de la sociÃ©tÃ© civile, provoquant une vague de manifestations, des violences et mÃªme un coup d'Ã‰tat avortÃ© le 13 mai 2015. Plus de 400 personnes auraient Ã©tÃ© tuÃ©es depuis, et 240.000 autres se sont rÃ©fugiÃ©es dans les pays voisins, selon des informations.Ã